



IFAD
INTERNATIONAL
FUND FOR
AGRICULTURAL
DEVELOPMENT

FIDA
FONDS
INTERNATIONAL
DE DÉVELOPPEMENT
AGRICOLE

FIDA
FONDO
INTERNACIONAL
DE DESARROLLO
AGRICOLA

IFAD
الصندوق
الدولي للتنمية
الزراعية

SESSION DU CONSEIL DES GOUVERNEURS MARQUANT LE VINGT-CINQUIÈME ANNIVERSAIRE DU FIDA

RÉSUMÉ DES TABLES RONDES PRÉSENTÉ PAR

M. KLEMENS VAN DE SAND,
PRÉSIDENT ADJOINT, DÉPARTEMENT GESTION DES PROGRAMMES

C'est le cadre stratégique du FIDA qui a dicté les thèmes des quatre tables rondes: accès aux marchés, institutions, problématique hommes-femmes et populations indigènes. Les débats ont montré clairement que les thèmes sélectionnés revêtent tous une importance critique si l'on veut atténuer la pauvreté rurale et promouvoir une expansion économique à la fois large et durable. Ce consensus s'est reflété dans le très vif intérêt que les délégations ont manifesté pour les tables rondes: elles y ont assisté très nombreuses et y ont participé activement et avec enthousiasme. Les animateurs et les spécialistes ont tous apporté une contribution de haute qualité et ont donné le ton d'une discussion extrêmement animée et instructive.

Pour la direction du FIDA, ces tables rondes ont manifestement atteint leur objectif, qui était de faciliter un échange de savoirs et un apprentissage mutuel et d'offrir aux délégations la possibilité d'exposer leurs vues sur la stratégie et les activités du Fonds. Les recommandations formulées seront d'une utilité extrême pour celui-ci dans la mise en oeuvre de son cadre stratégique.

Transformer les institutions rurales pour réaliser les objectifs de développement du Millénaire

Pour les ruraux pauvres, les femmes et les jeunes, la pauvreté se traduit notamment par une impuissance à influencer les règles régissant l'accès aux avoirs, aux intrants et aux marchés, qui tendent à les défavoriser. En outre, pour les ruraux pauvres, la pauvreté est également synonyme d'absence de voix au chapitre, d'absence d'organisations auxquelles ils puissent s'associer directement ou par l'entremise de représentants pour défendre leurs intérêts. Il est **indispensable** de transformer les institutions rurales (organisations et règles du jeu) de manière qu'elles englobent les ruraux pauvres si l'on veut que ces derniers puissent exploiter les possibilités qui s'offrent à eux et éliminer les principales contraintes qui entravent une réduction durable de la pauvreté rurale.

Il faut voir dans les ruraux pauvres un élément économiquement actif et productif pouvant contribuer à une expansion durable. Cela étant, le FIDA devrait s'attacher surtout à mettre en place des organisations et à transformer les institutions à la lumière des besoins économiques des pauvres. Cela a également des incidences politiques: il faut démocratiser, c'est-à-dire infléchir l'équilibre des forces en faveur des pauvres. Ce concept d'interdépendance entre croissance et autonomisation va tout à fait dans le sens de l'approche du développement fondée sur les droits de l'homme, qui intègre les droits civils, économiques et sociaux.

Les principales conclusions et recommandations qui se sont dégagées ont été les suivantes:

- Pour créer des possibilités **locales** d'emplois et d'investissements, il faut promouvoir la complémentarité des services fournis par les agents des secteurs public et privé au plan **régional** car, dans beaucoup de pays, les municipalités peuvent être à même de fournir des services sociaux mais sont trop petites pour jouer un rôle comme agents économiques.

- Le FIDA devrait aider à mobiliser les pauvres pour qu'ils s'associent au processus de transformation, et investir dans leurs capacités de promouvoir le changement. Il faut cependant se garder de tout optimisme excessif, car développer les organisations des pauvres est une entreprise de très longue haleine. Le processus ne doit pas s'arrêter au plan local mais se poursuivre par le biais de réseaux, d'organisations intermédiaires et d'alliances et influencer les institutions et les politiques au plan national.
- Le FIDA devrait exploiter au maximum les possibilités que peut offrir un échange Sud-Sud de données d'expérience et renforcer ses capacités de générer et de diffuser des informations.
- Il va de soi que le Fonds ne peut pas tout faire et qu'il est essentiel pour lui de cibler ses activités. Ainsi, il aurait intérêt à centrer ses efforts sur les organisations d'agriculteurs, les petites entreprises rurales, les femmes et les jeunes, et les appuyer en les aidant à encourager le changement.
- Il faut renforcer les capacités non seulement des pauvres et de leurs organisations mais aussi des prestataires de services publics et privés.
- Le développement des institutions, avec un appui du FIDA, revêt une importance critique aussi dans les situations pré et post-confliktuelles pour autant qu'il soit suivi des approches différenciées tenant compte des capacités du gouvernement.
- Les projets d'investissement doivent non seulement avoir un impact immédiat sur les populations, mais aussi contribuer à transformer les institutions rurales pour qu'elles puissent véritablement appuyer les pauvres.
- Les documents de stratégie pour la réduction de la pauvreté (DSRP) constituent un cadre utile pour mener à bien la transformation des institutions selon des modalités véritablement participatives et répondant à l'initiative des pays, mais il faut que les DSRP donnent des résultats. Dans ce cas également, des partenariats sont essentiels.

Promouvoir l'accès des ruraux pauvres aux marchés pour réaliser les objectifs de développement du Millénaire

Les participants ont relevé que les gouvernements des pays en développement ont libéralisé leurs marchés agricoles dans l'espoir que le secteur privé vienne se substituer aux organismes paraétatiques. Dans la pratique, cependant, le secteur privé est extrêmement faible dans beaucoup de pays et le retrait de l'État s'est traduit, dans le domaine de la commercialisation, par un vide qui n'a servi ni les agriculteurs pauvres ni l'économie nationale. En fait, l'on s'est demandé si la libéralisation des marchés n'était pas allée trop loin et si l'État n'avait pas en fait un rôle approprié à jouer pour remédier aux défaillances des marchés.

Au plan international aussi, les accords de produits utilisés jadis pour réglementer le commerce et pour équilibrer l'offre et la demande ont été démantelés. Il s'agit là d'une question qu'il faudrait peut-être repenser et il a été suggéré en particulier qu'il pourrait être bon, pour certains produits, de promouvoir la conclusion d'accords entre fournisseurs afin de réglementer l'offre sur les marchés internationaux et d'influencer ainsi les prix.

Il existe dans les pays les plus pauvres une corrélation évidente entre le manque d'accès aux marchés et la pauvreté rurale. Une participante du Burkina Faso a expliqué comment, dans son pays, l'absence d'accès aux marchés et la pauvreté concomitante en milieu rural entraînaient inexorablement non seulement un exode rural mais aussi une émigration vers le monde développé. En Bolivie, il a été souligné qu'il importait de garantir un libre accès aux marchés agricoles si l'on voulait offrir des possibilités de gains autres que la culture du cocaïer.

Des politiques nationales habilitantes revêtent à cet égard une importance capitale. Concrètement, cela signifie qu'il faut s'attacher surtout à mettre les agriculteurs pauvres à même d'accroître leur productivité, accroître la valeur ajoutée des produits agricoles grâce à des opérations de stockage et de traitement, appuyer l'émergence de négociants locaux informels pouvant assurer le relais entre les producteurs et les acheteurs et vendeurs à grande échelle et, par-dessus tout, identifier

de nouveaux débouchés aux échelons national, régional et international. Il pourra s'avérer nécessaire, à cette fin, de mettre en place de nouveaux systèmes de production et de traitement de manière à améliorer la qualité des produits, ou bien passer à des systèmes de production organique certifiable.

Les débats ont porté pour une large part sur la question du commerce international et en particulier sur les situations profondément injustes résultant, d'une part, de toute la série de subventions à la production, de barrières tarifaires et de mesures phytosanitaires imposées par le monde développé et, de l'autre, de la libéralisation des marchés agricoles par les pays en développement. Il a été présenté des exemples éloquentes de l'impact négatif de ce type de régime sur la capacité des producteurs pauvres des pays en développement d'avoir accès non seulement aux marchés des pays développés, mais aussi à ceux de pays tiers et même à leurs propres marchés intérieurs. Il a été généralement convenu qu'étant donné que les subventions qui ont cours dans le nord n'allaient pas être éliminées, les efforts de plaidoyer devraient tendre à promouvoir d'autres solutions qui permettent aux pays en développement de protéger leurs propres marchés. Les options pouvant être envisagées à cet égard étaient au nombre de trois: premièrement, des discussions avec le Fonds monétaire international et la Banque mondiale sur les possibilités d'appliquer sélectivement des droits de douane sur les produits agricoles importés à des taux approuvés par l'Organisation mondiale du commerce (OMC); deuxièmement, des discussions avec l'OMC sur les possibilités de relever les taux approuvés sur des produits sélectionnés; et, troisièmement, le recours à la clause spéciale de sauvegarde de l'OMC pour protéger leurs marchés agricoles.

Les participants ont identifié plusieurs domaines spécifiques dans lesquels le FIDA devrait intervenir. Premièrement, le Fonds devrait s'attacher à ce que tous les projets et programmes de développement qu'il appuie tendent à faciliter l'accès des agriculteurs pauvres aux marchés tout en veillant à ce que, dans tous les cas où cela est possible, les efforts de développement des marchés soient fondés sur les savoirs locaux et les systèmes de commercialisation existants. Deuxièmement, le Fonds devrait concentrer ses activités sur les secteurs – cette expression étant entendue aussi bien au sens géographique qu'en termes de produits – où les agents privés ont déjà commencé à investir et tendre à créer un effet de synergie avec les acteurs du secteur privé. Troisièmement, dans la mesure où l'État aura peut-être un nouveau rôle à jouer dans les activités de développement des marchés, le Fonds devrait l'aider à le faire de façon cohérente et efficace. Quatrièmement, le FIDA devrait entreprendre une action de plaidoyer sur les questions liées au commerce international et essayer d'influencer aussi bien les institutions de Bretton Woods que l'OMC pour que leurs règles ne défavorisent pas les agriculteurs pauvres.

Les femmes en tant que moteur du changement

Il y a lieu de relever tout d'abord que la table ronde sur les femmes en tant que moteur du changement a attiré un grand nombre d'hommes: environ 35 sur 90 participants. Chacun s'est accordé à reconnaître que les problèmes n'étaient pas nouveaux et que la difficulté réelle consistait à trouver des solutions nouvelles à des problèmes anciens.

S'agissant des objectifs de développement du Millénaire, les participants ont souligné que redresser les déséquilibres entre les sexes et améliorer la condition de la femme étaient les conditions préalables indispensables à la réalisation de **tous** les objectifs de développement du Millénaire mais qu'il fallait pour y parvenir non seulement faire plus, mais aussi agir différemment. Lesdits objectifs sont interdépendants et se renforcent mutuellement. Pour les réaliser, une coordination est nécessaire aussi bien au plan national qu'entre les bailleurs de fonds. Il a été convenu que les investissements devaient être considérablement accrus mais qu'il fallait par-dessus tout mieux les cibler et les centrer sur les régions rurales où vivent la majeure partie des pauvres et, dans ces régions, sur les groupes les plus marginalisés, comme les femmes et les populations indigènes.

Des questions comme la culture et les valeurs ont fait l'objet d'un large débat et les participants se sont accordés à reconnaître l'importance critique qu'il y avait à transformer les cultures si l'on voulait vraiment rehausser le rôle social et économique des femmes dans les processus étatiques de

prise de décisions. À tous les niveaux, et d'ailleurs dans le nord comme dans le sud, il y avait un clivage entre les politiques et la pratique. La pratique est dictée par la culture aussi bien des individus – femmes et hommes – que des institutions. La culture change certes, mais lentement et – comme l'a dit un participant – "nous n'avons tout simplement pas le temps d'attendre". Pour accélérer le changement, les décideurs (et les médias) ont un rôle critique à jouer. L'éducation, aussi bien formelle qu'informelle, des garçons et des filles dès leur plus jeune âge était également un moyen essentiel d'éliminer les stéréotypes sexuels.

Le titre de cette table ronde a conduit à penser que, souvent, les femmes ne pouvaient pas jouer leur rôle en tant que moteur du changement parce que les structures établies sont dirigées par des hommes (*et c'est un homme qui l'a dit*). Il a été convenu qu'il faudrait redoubler d'efforts pour impliquer les hommes, en tant que partenaires, dans l'habilitation des femmes en privilégiant la complémentarité plutôt que l'affrontement.

Le FIDA a récemment approuvé un plan d'action pour 2003-06 sur "L'intégration d'une perspective sexospécifique aux opérations du FIDA" afin d'intégrer systématiquement la problématique hommes-femmes à ses procédures et procédés opérationnels. Le plan d'action représente la base minimum commune de l'élaboration d'approches spécifiques par secteur et par pays. Les participants ont formulé un certain nombre de recommandations pouvant utilement renforcer le plan d'action.

Ainsi, il a été recommandé que le Fonds:

- s'efforce d'influencer le cadre politique et économique au niveau macro, ce qui est indispensable à la promotion de la femme ("*À quoi bon donner plus d'espace aux femmes si la maison s'écroule?*");
- joue un rôle d'intermédiaire pour établir un lien entre les réseaux et mouvements féminins de base et le processus d'élaboration et de mise en oeuvre des DSRP;
- essaie d'encourager les gouvernements à appliquer des mécanismes d'évaluation de l'impact sexospécifique à leurs systèmes d'élaboration et de suivi des politiques et des programmes (comme ils le font pour les évaluations d'impact sur l'environnement);
- s'attaque de front à la question du changement des cultures et mette au point des instruments plus efficaces à cette fin en tirant les enseignements qui s'imposent de sa propre expérience et de celle des autres;
- crée un environnement qui habilite les femmes à jouer un rôle concret, particulièrement au sein des institutions, généralement dominées par des hommes, avec lesquelles travaille le Fonds (comme les Ministères de l'agriculture, des forêts et des finances);
- établisse des partenariats plus efficaces avec les autres institutions internationales, à la fois pour créer un effet de synergie et pour compléter les interventions qui sont habituellement les siennes par des interventions sociales, par exemple dans des domaines comme l'éducation et la santé génésique;
- généralise les pratiques optimales, comme l'inscription des prêts et de la terre au nom aussi bien de l'homme que de la femme et des contingents de participation féminine, afin d'influencer les politiques générales suivies dans d'autres domaines;
- utilise les projets à des fins "d'éducation et d'émulation" qui ne restent pas seulement des "îlots d'excellence";
- facilite une plus grande collaboration dans les relations entre le gouvernement et les organisations non gouvernementales et les organisations de la société civile; et
- s'attache particulièrement à faciliter non seulement l'accès en général mais surtout l'accès des femmes aux marchés de sorte que celles-ci ne soient pas, pour reprendre les propos d'un participant, "condamnées à ne produire que de la bimbeloterie et des souvenirs dans un coin du marché mondial".

Les peuples indigènes et le développement durable

Les peuples indigènes constituent un groupe important parmi les ruraux pauvres. Selon les estimations disponibles, ils représentent dans le monde plus de 300 millions d'êtres humains dispersés dans plus de 70 pays, la majorité d'entre eux pauvres et aussi parmi les plus vulnérables et les plus marginalisés des ruraux pauvres. Les aider à se libérer de la pauvreté contribuerait beaucoup à la réalisation de l'objectif qu'est la réduction de la pauvreté rurale. En outre, comme ils sont les gardiens de la biodiversité dans nombre de points chauds environnementaux, les aider contribuerait aussi à protéger l'environnement mondial. Étant donné le chevauchement géographique entre les conflits en cours et les régions qu'habitent les peuples indigènes, il est permis de penser que mettre fin à leur marginalisation aiderait à promouvoir la stabilité indispensable à un développement durable.

Les participants sont convenus que les principaux facteurs à l'origine de la pauvreté et de la marginalisation des peuples indigènes et, ce qui n'est pas le moins important, à la multiplication des conflits sont le déni de leurs droits sur leurs terres et leurs ressources naturelles, leur isolement traditionnel et les inégalités structurelles qui continuent de prévaloir dans la plupart des pays.

Les participants ont reconnu, en s'en félicitant, que le FIDA avait adopté des approches novatrices et hardies pour résoudre les problèmes et les difficultés des peuples indigènes et lui ont demandé de continuer à s'en inspirer et de les étendre à des régions plus vastes.

Tout en reconnaissant la pauvreté et la marginalisation dont sont victimes les peuples indigènes, les participants ont souligné qu'il existe encore parmi eux une riche masse de perspectives, de visions, de cultures, de traditions, de savoirs et de systèmes de gestion des ressources qu'il y a lieu de renforcer. Le FIDA devrait continuer d'appuyer les efforts que déploient les peuples indigènes pour établir des réseaux entre eux aux échelons local, national et mondial car cela est indispensable pour faire connaître leurs perspectives et pour faire d'eux des éléments faisant partie intégrante d'un développement durable.

Dans ce contexte, il a été formulé un certain nombre de recommandations concrètes à l'intention du FIDA. Ainsi, celui-ci devrait:

- Formuler et adopter, de concert avec leurs représentants, une politique concernant les peuples indigènes.
- Envisager de décentraliser les opérations afin de mieux refléter et de prendre en considération les spécificités et les diversités des peuples indigènes.
- Allouer des ressources accrues, sous forme aussi bien de dons que de prêts, pour appuyer les peuples indigènes.
- Utiliser un plus grand nombre d'experts indigènes et considérer les peuples indigènes comme des partenaires égaux dans le développement plutôt que comme de simples bénéficiaires.
- Créer au sein du Fonds un mécanisme institutionnel spécialisé chargé des questions indigènes.
- Entreprendre l'élaboration de politiques et une action de plaidoyer à différents niveaux (local, national et international).
- S'inspirer des bons résultats qu'ont donnés en Amérique latine la coopération et la coordination interinstitutions;
- S'impliquer plus directement dans les efforts d'atténuation des conflits et de consolidation de la paix des communautés indigènes.